



99 bis Ave du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

Comité National du 05-04-2014 - rapport introductif

Le résultat des élections municipales est une traduction chiffrée qui reflète assez bien l'évolution politique en France depuis l'élection de Hollande.

Dès le 1^{er} tour les tendances fortes se sont dégagées. Abstention massive, avancée du FN et remontée de la droite. Sur 44,8 millions d'inscrits 17,5 millions se sont abstenus (auxquels on peut ajouter plus de 3 millions de non inscrits). Abstention qui atteint jusqu'à 60 % dans les quartiers populaires : Roubaix, Clichy sous bois, Mulhouse, Stains, abstention renforcée chez les jeunes. Le FN passe les 10 % dans 229 villes de plus de 10 000 habitants.

La clarté de notre appel à ne voter au 2ème tour ni pour les uns ni pour les autres était sans équivoque, surtout avec l'idée qu'ils utiliseraient ce vote pour servir le capital. Pour les élus triomphants, leurs scores en pourcentage sont à relativiser. Certains " réélus " gagnent en pourcentage mais perdent en nombre de voix.

Le deuxième tour a confirmé sans surprise voire amplifié ces tendances, entre autres avec 38 % d'abstentions. Une remarque, c'est surtout l'abstention et non le vote FN qui domine dans les quartiers

populaires.

En changeant de gouvernement Hollande a confirmé qu'il ne changerait rien dans son choix politique. Il va poursuivre et accélérer dans le seul intérêt du capital. Le maintien de cette mesure « phare » qu'est le pacte de responsabilité en est la meilleure illustration. Le reste avec la composition du gouvernement de Valls n'est que magouille politicienne à des années lumière de ceux qui souffrent.

Ainsi les déclarations des sbires du capital au pouvoir qui dès dimanche soir réaffirmaient le besoin de poursuivre la politique engagée. Le capital tient bien les choses, sa stratégie des 3 fers au feu répond à ses besoins en faisant jouer à tour de rôle ses suppôts politiques. En 2 ans après avoir promu le PS qui remplit bien sa mission, il fait ressurgir la droite pour assurer l'avenir et tient en réserve une extrême droite renforcée.

Dans ces stratégies chacun remplit bien son rôle mais l'abstention traduit une réalité. La majorité des électeurs n'est pas dupe, elle est désemparée. Notons que l'argument « battre Sarkozy » il y a 2 ans ou aujourd'hui « faire barrage à la droite » commence à s'user. Le moindre mal (traduisez le maintien du capital au pouvoir) fait trop de dégâts ! Ce moindre mal est d'ailleurs l'argument essentiel du PCF qui dans sa majorité s'est accroché à cette bouée de sauvetage qu'est le PS, pour sauver quelques mairies et des postes d'adjoints. Mélenchon, autre chantre à sa façon du " moins pire ", lui, explique son ralliement au PS pour des raisons « techniques ». Sa technique est celle du ratissage à la gauche de la gauche. Si son rôle se réduit à être un outil, il entraîne malgré tout des électeurs sincères. Il faut être attentif à cette partie de l'électorat qui cherche une issue autre que les impasses vers lesquelles les entraînent les Mélenchon,

Besancenot etc...

Les centristes et surtout Bayrou ont repris leur place, bien sûr à droite.

Dans ce foutoir apparent une évidence pour celui qui souffre, c'est l'incompréhension, le désarroi, le dégoût et la disponibilité pour le pire.

Après les européennes en mai la situation va encore s'accélérer et s'aggraver. D'ores et déjà on voit les possibilités que se garde le capital, le changement de gouvernement n'étant qu'un enfumage de plus. On prend les mêmes et on continue. Pire lorsqu'on entend Valls 1^{er} ministre compter sur les entreprises pour répondre au chômage, évoquer le panier de la ménagère et les prix en guise de réponse aux salaires et au pouvoir d'achat. Enfumage quand les médias passent plusieurs jours à exposer les carrières, les états d'âmes des nouveaux ex ministres et leurs inimitiés.

Maintenant,

De quel montage politique le capital dispose-t-il ?

- maintenir le PS et ses alliés jusqu'à usure complète
- ou un gouvernement d'union nationale à l'allemande, PS, centre et une partie de la droite
- ou la droite alliée au FN

Enfin l'exemple de la Grèce où l'ensemble des partis du PS à l'extrême droite gouverne ensemble est éclairant...

Tout est possible, l'essentiel pour le capital étant de faire appliquer sa politique pour poursuivre, répétons-le plus vite et plus loin. C'est vital et indispensable pour lui.

Un rapide bilan d'ailleurs montre la vitesse et l'ampleur des aggravations et reculs que subit notre peuple depuis 2 ans après ceux mis en place par Sarkozy. Sur le fond et la forme rien n'a changé, tout s'est aggravé. Avec l'ANI, la réforme des retraites, le CICE, le Pacte de responsabilité... Tous ces outils du capital mis en

place par la gauche et ses alliés objectifs, ont amplifié le recul industriel, le taux de chômage et le nombre de chômeurs, la stagnation donc le recul des salaires et du pouvoir d'achat et la pression fiscale jusqu'aux plus démunis.

Traduction sociale : depuis des décennies notre pays n'avait pas connu autant de pauvres, de chômeurs, de gens subissant la précarité de l'emploi et des ressources.

Scepticisme, méfiance sont avec la colère les attitudes que nous rencontrons souvent dans notre entourage professionnel, familial etc...et qui entraîne l'abstention massive comme une forme de sanction.

L'alternance des partis politiques fonctionne et l'absence, le vide sidéral d'une perspective politique s'inscrit dans cette stratégie. La social- démocratie a renforcé ce vide accréditant l'idée qu'on ne peut pas faire autrement, que la crise est inéluctable et bien sûr en toile de fond, faire admettre que le capital est indépassable, incontournable et le socialisme une utopie qui a échoué. L'anti communisme restant l'arme ressortie au moment voulu, est soigneusement entretenu.

Le communisme est présenté par les médias comme le mal absolu, avec tous les clichés mensongers répétés qui deviennent des vérités historiques !

Tout cela n'est pas anodin. Et si notre brochure remet les pendules à l'heure, la campagne à laquelle se prêtent tous les partis contre « les extrêmes » n'a en fait qu'une cible, le socialisme. Preuve que la lutte des classes n'est pas terminée et que le capital la craint. Car rien n'est figé. Un mouvement d'ampleur, organisé, déterminé peut bouleverser la situation, l'histoire nous le rappelle. Nos appels à la lutte dans chacune de nos interventions s'inscrivent dans cette dynamique.

Le mutisme des médias sur les luttes dans notre pays

et au-delà bien sûr, est aussi une preuve de cette crainte. Si nous avons quelques infos sur les mouvements de dimensions nationales, dans les régions nombreuses sont ceux dont on ne parle pas. Nous avons tous des exemples. Mais il faut chercher. Pour la presse de Lagardère, Dassault, Rothschild ou Tapie, il est contre productif et dangereux de parler des luttes.

Les médias font silence sur ordre mais il faut ajouter pour être complet que l'attitude des confédérations syndicales participe à l'absence d'information. Ne parlons pas de la CFDT, elle livre les salariés aux appétits des patrons : Mory Ducros, La Redoute sont des exemples. Ajoutons l'ANI et le pacte de responsabilité, une autre forme de collaboration. L'UNEDIC est dans cette même trajectoire de la CFDT ! La CFTC emboîte le pas, la CGC, sauf pour défendre des intérêts catégoriels n'est pas loin, quant à FO toujours opportuniste, après un coup de gueule, elle rentre dans le rang.

Evidemment, la CGT, c'est plus compliqué. Aujourd'hui de plus en plus de militants et d'organisations de base s'interrogent sur la stratégie de la confédération. Confrontés aux réalités sociales et économiques dans les entreprises, ça grogne et sans en rajouter dans les UL, les UD, les syndicats et même des fédérations le mécontentement se fait de plus en plus entendre. Le 6 février, le 18 mars ne sont pas le fruit du hasard. Même si c'est insuffisant, même si la confédération a voulu canaliser le mécontentement il nous faut apprécier ces mouvements qui sont le résultat de la pression de la base. D'ailleurs le 18 mars dans son ensemble a vu une tonalité différente, plus revendicative. Depuis le 50ème congrès il y a un an, Lepaon, secrétaire général fait beaucoup parler de lui, et pour cause ! Sa rencontre avec le CRIF, la NVO menacée, et surtout quand

Lepaon dans son interview au Nouvel Economiste remet en cause les fondements mêmes de la CGT en niant la lutte des classes et en mettant sur un pied d'égalité exploiters et exploités qui partageraient des intérêts communs dans l'entreprise. Ajoutons sa réaction à la non signature de la délégation mandatée sur la formation professionnelle, sans parler des hésitations autour du pacte de responsabilité. Le tout est un ensemble qui met Lepaon au centre de la grogne et des réactions internes. Mais ramener les orientations confédérales au seul secrétaire général ne suffit pas. C'est depuis des années, des congrès et d'autres secrétaires généraux que la CGT s'enfonce dans le réformisme et c'est contre cette orientation que nous devons peser et nous battre.

Sur les luttes encore, hier s'est déroulé le rassemblement " traditionnel " à Bruxelles de la CES. Une fois encore cette organisation a agi en prenant soin de ne pas créer les conditions d'une riposte organisée nécessaire et attendue dans tous les pays européens. Il paraît que la raison d'exister de cette confédération est la défense des travailleurs européens en unifiant leurs luttes et que la CGT l'a rejointe pour ça ! On voit l'efficacité de cette stratégie.

Enfin le 12 avril, un samedi, 200 personnalités appellent à un rassemblement sous le mot d'ordre « Maintenant ça suffit ». La masse de ceux qui, vont participer est sensible à la situation. Ils ont envie de se battre et veulent que cela aboutisse. Le problème est que ce n'est pas forcément la volonté des organisateurs de cette manif et qu'ils n'offrent ni lendemain ni perspective de changement. Au contraire, même pour certains. Et on est loin des entreprises où se déroule essentiellement la lutte des classes. Pour clore sur les syndicats dans un article un éditorialiste pose la question « mais où sont passés les syndicats ? »

Bonne question ! Et la réponse dans cet article n'est pas fausse quand il dit que les syndicats ont participé à la défaite de Sarkozy et qu' « il est certain que les syndicats ressentent une certaine gêne ». Cette gêne est d'autant plus grande pour la CGT devant la politique de Hollande et ses effets dévastateurs.

Pour en revenir au chômage et à l'UNEDIC la CGT n'a pas signé, c'est la moindre des choses mais plutôt que de discuter du niveau des augmentations de cotisations il aurait fallu comme nous l'avons dit exiger du patronat qu'il paye pour le chômage et les chômeurs qu'il envoie à l'UNEDIC. En février le patronat a licencié 1120 personnes par jour, soit 31500 chômeurs de plus en un mois. En 2013 ce chiffre était monté jusqu'à 1350 personnes par jour. Avec le gouvernement socialiste en place, ses alliés et les organisations syndicales à sa solde, le MEDEF a obtenu satisfaction il ne versera pas un sou de plus à l'UNEDIC. Les salariés, les retraités, eux paieront ! Mais comme le dit sans rire Hollande dans sa déclaration solennelle après le 2ème tour « ce sont les entreprises qui créent les emplois ».

La pauvreté n'a jamais été aussi importante, 8 millions de personnes dans notre pays sont touchées dans tous les aspects de leur quotidien. Toutes les organisations caritatives l'ont souligné cet hiver. Les restos du cœur ont dépassé le million de personnes qui font appel à eux. La cause essentielle de cette extension de la pauvreté est un chômage massif. Malgré les bavardages sur les promesses non tenues de Hollande ou les tripotages évidents des chiffres de Sapin, alors ministre du travail, le chômage ne cesse de progresser, on l'a vu. En 2013, 124 sites industriels ont ouvert, 263 ont disparu. Cela représente sur cette seule année un déficit de 139 entreprises et 145000 emplois qui ont disparu dans l'industrie manufacturière.

Pourquoi le capital se priverait ? Il voulait la casse du

code du travail, il a l'ANI. Il voulait une énième réforme des retraites, pas de problème. La compétitivité, idem avec le « pacte de responsabilité ». Et après le CICE il obtient les 35 milliards d'allègement aux entreprises. Et maintenant Gattaz réclame une réforme de la fiscalité pour les entreprises avec moins d'impôts locaux, la suppression des impôts sur les bénéfices, sur le chiffre d'affaires etc...Et tout ça avant ce qui couve comme les 50 milliards d'économies dans les dépenses publiques sur 3 ans, une mesure exigée par Bruxelles pour ramener notre déficit à 3 % . Bruxelles qui vient encore de nous menacer avec nos 4,3% . La France est sous le contrôle du capital.

La logique de ce système, c'est que la pauvreté des uns fait la richesse de quelques autres. Comme écrivent Les Echos : « à peine 48 milliards de profits pour les entreprises du CAC40 » Une misère ! Autre citation des journaux économiques: ce même « CAC40 a versé 43 milliards aux actionnaires l'an dernier ». « 5 groupes totalisent près de la moitié des versements aux actionnaires. » « Les rachats d'actions ont bondi en 2013 ». « Regain d'appétit pour les fonds de dividendes ». « Les banques européennes ont nettoyé leur bilan et repartent de l'avant ». Au passage les banques françaises ont licencié 6500 salariés en 2013. Pour la France cela se traduit pour quelques personnes par la possession de milliards de dollars. Dans le classement des fortunes à la 11ème place mondiale et à la 1ère en France on trouve L. Bettancourt, 34,5 milliards de dollars. La liste continue après Arnault, Pinault, Dassault, on arrive à la 10ème fortune française, 273ème mondiale, J. Servier autrement célèbre, 7,6 milliards de dollars. Heureusement que Hollande s'est attaqué à son ennemi, la finance !

Dans ce monde du capitalisme triomphant 85 personnes possèdent autant de richesses que la moitié

de la population mondiale la moins riche, soit 3,5 milliards d'habitants. 1 % de ces quelques nantis possède 46 % des richesses mondiales, soit 110 trillions de dollars (milliers de milliards de dollars). Ce même 1 % de personnes a accaparé 95 % des richesses produites depuis 2009, et bien sûr 90 % des plus pauvres se sont encore appauvris.

Enfin 1645 milliardaires (chiffre en hausse) possèdent 6400 milliards de dollars. Tout est dit ou presque car la misère conséquente est là. Un milliard d'êtres humains souffrent de la faim et autant du manque d'eau, des besoins vitaux qui assurent notre survie.

Mais l'autre conséquence, c'est que pour détenir ces richesses et les accroître, la concurrence est rude entre eux et aujourd'hui la paix du monde est menacée. La guerre, l'histoire le prouve surtout en cette année de commémoration de la boucherie de 14-18, a toujours été " la solution " du capital pour résoudre ses contradictions et ses crises. Ainsi pour la 1ère fois depuis 2009 les budgets d'armement mondiaux pour la guerre repartent à la hausse (voir article sur le site). Les 10 pays en tête vont dépenser en 2014 1845 milliards de dollars contre 1500 en 2010. 4400 ogives sont opérationnelles (au passage Israël en possède 80). Ces dépenses d'armement ont généré en 2012, 240 milliards de dollars de revenu pour seulement 7 grands groupes américains. Les USA possèdent 900 bases dans le monde. Mais si les USA ont un budget d'armement de 582 milliards de dollars, la Chine est en constante progression et arrive seconde avec 139 milliards de dollars. La France, elle, dépense 53 milliards de dollars pour, entre autre, soutenir l'implantation des multinationales qui exploitent les ressources des pays indépendants. Comme le souligne un éditorial des Echos « Irak, Mali, Centrafrique, le jeu dangereux des interventions ». Il remarque que « les

interventions de l'après guerre froide se sont toutes soldées par le renversement des régimes visés mais loin d'être remplacés par des états de droit ». Et la liste des agressions après la Libye, l'Afghanistan, la Syrie... s'allonge. Quant à l'Ukraine, nous nous exprimons sur le sujet et notre analyse avec le cours des événements s'est révélée juste. A partir de revendications sociales justifiées, "les occidentaux " ont détourné ce mécontentement avec notamment l'appui de groupes fascistes très actifs et en s'attaquant bien sûr au parti communiste ukrainien. Aujourd'hui le FMI, les USA, l'UE proposent de venir en aide à leur façon à l'Ukraine en lui prêtant environ 26 milliards de dollars... à condition que ce pays mette en place des mesures d'austérité drastiques ! On a vu ce que cela veut dire en Grèce, en Espagne, en Irlande, et d'autres pays européens.

Quelques mots sur la situation préoccupante au Vénézuéla. Là aussi les USA font monter la pression contre le gouvernement légitime de ce pays qui dérange les intérêts du capital. On peut craindre un coup de force comme les USA en ont l'habitude dans ce continent Sud-Américain qu'ils considèrent comme leur chasse gardée. Le souvenir du Chili et de bien d'autres pays est là pour nous rendre vigilants.

Dans 7 semaines va se dérouler la prochaine échéance politique, les élections européennes. Nous avons fait le choix d'avoir des candidats dans les 7 régions de la métropole. Ce choix répond à la nécessité politique d'être présent dans cette bataille. Ne revenons pas sur ce qu'est l'Europe : la brochure à cet égard est claire. Par contre nous devons réaffirmer la nécessité d'être présents pour plusieurs raisons. D'abord cela nous permet de nous exprimer plus largement sur notre conception de l'Europe. Ensuite c'est être présent dans le débat et dans cette bataille, c'est aussi affirmer la représentativité de notre parti sur l'ensemble du

territoire. Enfin c'est exprimer clairement que nous sommes les seuls à être contre cette Europe, cette construction politique, économique indispensable au capital. On aura aussi à combattre cette duperie d'une Europe « sociale », c'est une utopie incompatible avec les objectifs du capital qui enferme les peuples dans un carcan. Face à cela il nous faut définir les orientations de notre campagne et les besoins pour la mener. Cette campagne sera le moment de nous exprimer sur l'accord transatlantique que sont entrain de peaufiner discrètement les américains avec l'UE et qui sortira opportunément après les européennes.

J'en arrive maintenant à la dernière partie qui intéresse plus particulièrement le comité national : le développement de notre parti. Nous voyons bien que seul le développement d'un parti révolutionnaire peut changer la situation. Nous sommes les seuls à vouloir ce changement. C'est important de bien prendre en compte cette volonté et de la faire partager. Le développement de notre parti est une des responsabilités de notre CN et un objectif fortement réaffirmé au 6ème congrès : franchir une nouvelle étape dans la construction du parti. Le prochain congrès devrait se tenir en fin d'année. On peut donc faire le point et cibler nos efforts. Où en sommes-nous ? Et quelles perspectives ? D'abord la propa : le collectif propa et l'équipe de rédaction du journal et du site est constituée, ils fonctionnent. Nos expressions toutes les semaines sur le site, la sortie régulière du journal, et les tracts proposés aux départements pour les diffusions de masse attestent de son activité. Ce sont des outils pour amplifier notre présence dans les entreprises, les quartiers, les points de rencontre.

A ce point du bilan de la bataille idéologique on doit bien sûr évoquer la sortie de notre brochure. Un

premier bilan que vous complétez : elle rencontre un grand intérêt. Elle nous permet de nouer ou renouer des contacts. Elle est arrivée à point nommé dans la situation et répond aux attentes des adhérents. Son utilisation doit s'inscrire dans le temps bien sûr, mais c'est en ce moment que des initiatives publiques peuvent être prises. L'essentiel de ce qui remonte, c'est la mise en cohérence de tout ce que l'on dit et écrit. Dans cette brochure on affirme et on prouve. Particulièrement documentée la brochure démontre la justesse de nos analyses et elle facilite la compréhension de la situation en nous proposant une perspective politique, celle d'un changement de société. Une rupture complète avec la pensée dominante et unique que tous les autres développent et qui n'ont que le capital aménagé ou pas, comme horizon.

Pour mettre en œuvre notre politique nous devons mener une bataille financière qui implique chaque membre du CN et nos organisations en partant de nos besoins en propa, déplacements, et autres dépenses. Si cette question est bien prise au niveau nécessaire nous devons beaucoup avancer. Ici, comme pour l'organisation, nous devons élaborer un plan de travail. Les réunions régulières de nos organisations et de nos adhérents sont essentielles pour atteindre nos objectifs.

La pression du capital est énorme. Débattre avec nos adhérents, faire de la politique pour mieux riposter est primordial dans cette période. Car ce lien politique détermine nos possibilités de développement, le niveau de conscience et la justesse de notre ligne. Avec nos adhérents et en multipliant nos initiatives nous nous offrons des opportunités d'expression, de présence sur le terrain. Surtout, nous le savons, car nous le subissons, on ne peut compter que sur nous mêmes, tous les autres, médias, partis, sont nos adversaires.

Selon la formule, cette situation politique et sociale

nous offre des possibilités. On l'a constaté, la multiplication des initiatives nous ouvre des portes. Là où se sont tenues des assemblées elles ont été un succès. Avec les élections européennes et nos candidats, d'autres opportunités vont s'offrir à nous. Il est donc nécessaire de renforcer les collectifs orga et finances. Le SN et le BN abordent régulièrement ce renforcement des collectifs. Nous avançons ! Beaucoup d'entre vous ont déjà été sollicités. Nous allons poursuivre sans nous priver de la possibilité d'aller au-delà du CN car des camarades sont prêts à s'investir. Beaucoup ont une expérience militante.

Construire un parti révolutionnaire est une ambition nécessaire pour notre pays et notre peuple. L'organisation est essentielle dans cette construction. Les obstacles dressés par nos adversaires sont énormes mais nous appuyons notre politique sur l'attente et les besoins de la population.

www.sitecommunistes.org